

## United Nations Declaration on the Rights of Indigenous Peoples

**WHEREAS** Indigenous Peoples in Canada continue to suffer from colonization, as documented by the Royal Commission on Aboriginal Peoples, the Truth and Reconciliation Commission and the National Inquiry into Missing and Murdered Indigenous Women and Girls;

**WHEREAS** the United Nations Declaration on the Rights of Indigenous Peoples was adopted by the General Assembly in 2007 to establish minimum standards for the survival, dignity and well-being of the Indigenous Peoples of the world;

**WHEREAS** Prime Minister Trudeau's 2015 mandate letter asked the Minister of Crown-Indigenous Relations and Northern Affairs to work with the Justice Minister to implement the Declaration, in partnership with Indigenous Peoples, and the 2019 mandate letter asked the Ministers to introduce legislation by the end of 2020;

**WHEREAS** in 2015, the Truth and Reconciliation Commission called on Canada adopt and implement the Declaration as the framework for reconciliation;

## Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones

**ATTENDU QUE** les peuples autochtones du Canada continuent à souffrir de la colonisation, comme l'ont établi la Commission royale sur les peuples autochtones, la Commission de vérité et réconciliation et l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées;

**ATTENDU QUE** la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones a été adoptée par l'Assemblée générale en 2007 pour fixer des normes minimales nécessaires à la survie, à la dignité et au bien-être des peuples autochtones du monde;

**ATTENDU QUE** dans leur lettre de mandat de 2015, le premier ministre Trudeau demandait à la ministre des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord de travailler de concert avec la ministre de la Justice afin de mettre en œuvre la Déclaration, en partenariat avec les peuples autochtones, et dans les lettres de mandat de 2019, il demandait aux ministres de déposer un projet de loi en ce sens d'ici la fin de 2020;

**ATTENDU QU'**en 2015, la Commission de vérité et réconciliation a demandé au Canada d'adopter et de mettre en œuvre la Déclaration en tant que cadre de la réconciliation;

**WHEREAS** in 2016 and again in 2019, Canada endorsed the Declaration and committed to its implementation;

**WHEREAS** in 2019, the National Inquiry into Missing and Murdered Indigenous Women and Girls highlighted continued violence against Indigenous women and girls, and other rights violations contrary to the Declaration and other human rights instruments;

**BE IT RESOLVED THAT** the Canadian Bar Association urge Canada's governments to:

- implement the Declaration on the Rights of Indigenous Peoples via domestic legislation; and
- consult and cooperate with Indigenous Peoples to:
  - ensure that Canada's laws and policies comply with the Declaration; and
  - implement national, provincial and territorial action plans to achieve the objectives of the Declaration.

**Certified true copy of a resolution carried at the Annual Meeting of the Canadian Bar Association held in Ottawa, ON, February 19, 2020.**

**ATTENDU QU'**en 2016, puis en 2019, le Canada a annoncé son appui de la Déclaration et s'est engagé à la mettre en œuvre;

**ATTENDU QU'**en 2019 l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées a souligné que la violence à l'égard des femmes et des filles autochtones ainsi que d'autres violations de leurs droits, en contravention à la Déclaration et à d'autres instruments portant sur les droits de la personne, perdurent;

**QU'IL SOIT RÉSOLU QUE** l'Association du Barreau canadien exhorte les gouvernements du Canada à prendre toutes les mesures suivantes :

- mettre en œuvre la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones au moyen d'une loi nationale;
- consulter les peuples autochtones et collaborer avec eux pour atteindre les objectifs suivants :
  - veiller à ce que les lois et politiques du Canada soient conformes à la Déclaration, et
  - mettre en œuvre des plans d'action à l'échelle nationale, provinciale et territoriale pour atteindre les objectifs de la Déclaration.

**Copie certifiée d'une résolution adoptée, à l'Assemblée annuelle de l'Association du Barreau canadien, à Ottawa (ON), le 19 février 2020.**

**Cheryl Farrow  
Chief Executive Officer/Chef de la direction**